



Dossier de consultation des entreprises

—
Migration du système de vidéo surveillance
—

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAP

**Musée Arts Décoratifs
Migration système de vidéosurveillance**

ADRESSE DU CHANTIER

107, Rue de Rivoli 75001 Paris

MAITRE D'OUVRAGE :

Musée des Arts Décoratif de Paris
107, Rue de Rivoli 75001 Paris
Tél : 01 44 55 57 50

Juillet 2022

1 LE MARCHE

1.1 OBJET

Le projet détaillé dans le CCTP et descriptifs concerne la migration du système de vidéosurveillance sur la plateforme unifiée de Genetec appelé Security center en dernière version du marché.

Le programme sera réalisé en une tranche.

Les prix forfaitaires proposés seront valables pendant toute la durée du chantier.

Les prix seront fermes, et non actualisables.

Les devis quantitatifs et estimatifs détaillés par postes feront ressortir toutes les prestations de base.

1.2 LISTE DES PIECES

Les éléments et dispositions dans le cadre de ce projet sont joint au Dossier de Consultation des Entreprises dont la liste est donnée ci-après :

DOCUMENTS ECRITS

Acte d'engagement

CCAP

CCTP

Le mémoire technique

Annexe de la description du matériel existant

DPGF

PIECES NON JOINTES AU MARCHE

Le Cahier des Clauses administratives générales applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés – norme NF P03-001 – édition octobre 2017. Ce document est appelé "CCAG" dans le présent document.

1.3 DESIGNATION DES PARTIES

1.3.1 CONCLUSION DU MARCHE

Le marché est conclu par la signature du Maître d'Ouvrage et de l'entreprise, du document "acte d'engagement".

1.3.2 PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

LES ARTS DECORATIFS

association loi 1901 reconnue d'utilité publique dont le siège social est situé au 107, rue de Rivoli 75001 Paris

représentée par Mme Sylvie Correard

en qualité de Directrice Générale

Ci-après le « Maître d'Ouvrage » d'une part,

Et

L'Entreprise signataire du marché telle que désignée dans l'acte d'engagement.

Autres intervenants :

AC2S CONSULTING
Avenue DANTZIG
77340 Pontault-Combault
ci-après désigné le « maître d'œuvre »

1.4 RESPONSABILITES

L'Entrepreneur assume dès la signature des présents CCAP et CCTP, les responsabilités inhérentes à la réalisation des travaux indiqués dans le marché, il est seul responsable de toute dégradation ou impact sur l'environnement du chantier en cas de non-respects des règles d'hygiène et de sécurité sur le site.

La réception unique des travaux constitue le point de départ des garanties biennales et décennales édictées dans le Code Civil, sans préjudice de prolongement de garantie en cas d'appel à la garantie par voie d'expertise amiable.

L'entreprise est responsable de la qualité de l'ouvrage réalisé. Elle est tenue de fournir tous les échantillons qui lui sont demandés en vue des essais imposés par le Maître d'ouvrage.

La fourniture de tous les échantillons, ainsi que les frais de ces essais sont à la charge de l'Entrepreneur. La vérification qualitative des matériaux, produits et composants sera conduite s'il y a lieu, à l'initiative du Maître d'ouvrage et reste à la charge de l'Entrepreneur.

1.5 SOUS-TRAITANCE

L'entreprise pourra éventuellement sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du Maître de l'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement. L'Entrepreneur titulaire du marché reste responsable de son sous-traitant, vis à vis du Maître de l'ouvrage.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Il est indiqué que la partie concernant le paramétrage des softs sera intégralement réalisé par les équipes certifiées du titulaire du lot.

2 REMUNERATION DE L'ENTREPRENEUR

Les travaux seront traités à prix global et forfaitaire, ferme et non actualisable.

Le montant du marché comprendra toutes les dépenses (matériaux, main d'œuvre, charges, aléas, indemnités diverses, taxes, TVA, etc...) quels que soient les lieux et conditions locales ainsi que les frais généraux et bénéfices qui seront inclus dans ledit montant.

Le soumissionnaire devra prévoir tous les travaux indispensables pour assumer le complet achèvement des ouvrages qu'il devra exécuter de façon parfaite.

Le prix global et forfaitaire sera décomposé dans un document annexe, sous forme de devis quantitatif et estimatif. Cette décomposition sera faite distinctement par nature d'ouvrage (D.P.G.F.).

Les erreurs et oublis sur les quantitatifs, les prix portés au devis quantitatif estimatif, ne conduiront, en aucun cas à une augmentation du prix global et forfaitaire arrêté à la soumission. Le caractère ferme de l'engagement de prix indique que l'Entrepreneur reconnaît avoir été complètement informé pour avoir recherché auprès du Maître d'œuvre toutes les informations utiles, pour une exécution sans réserve.

De même, il reconnaît avoir pris parfaite connaissance de toutes conditions et toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et abords, ainsi qu'aux interventions possibles avec des horaires décalées compte tenu des conditions d'exploitation du site.

3 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

L'Entreprise devra :

- Effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à l'exécution de ses travaux,
- Fournir tous les documents règlementaires requis dans le cadre de la constitution du dossier administratif de l'installation.
- Effectuer en temps opportun, et pour le compte du Maître de l'Ouvrage, les démarches administratives nécessaire auprès des autorités locales.

4 PENALITES

4.1 PENALITES DE RETARD

La pénalité prévue au présent marché est fixée à 10% du montant de son marché avec un minimum de 100 euros HT par jour calendaire de retard, sauf pour cause de force majeure ou cause légitime.

4.2 CONDITION D'APPLICATION DES PENALITES DE RETARD

Le constat de retard sera fait par le Maître d'ouvrage et porté sur les comptes rendus hebdomadaires de chantier. Le fait qu'aucune réserve ne soit faite avant la réunion suivante constituera de la part de l'Entreprise, une reconnaissance sans réserve des retards mentionnés.

5 REGLEMENTS DES TRAVAUX

5.1 TRAVAUX PREVUS AU MARCHE

Migration de l'intégralité des caméras du site sur la plateforme Security Center de GENETEC, le titulaire du lot devra s'assurer de la faisabilité et la compatibilité de l'ensemble des composants avec la solution choisie par le Maitre d'œuvre.

5.2 TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Tous les éventuels travaux supplémentaires au présent marché feront l'objet d'une fiche modificative présentée en réunion de chantier et validée par signature obligatoirement par le maitre d'ouvrage. Toutefois, le titulaire du marché devra s'assurer de l'adéquation de son offre avec le descriptif du projet.

5.3 TRAVAUX SUPPRIMES

Suivant accord des parties et ordre de service stipulant les modalités de diminution du prix du marché et éventuellement le raccourcissement du délai contractuel consécutif à la suppression décidée, des travaux du marché pourront être supprimés.

5.4 VARIATION DE PRIX – ACTUALISATION

Les prix sont non actualisables et non révisable.

6 HYGIENE ET SECURITE

L'entreprise assurera la protection de ses ouvrages, matériaux et matériels employés, contre les risques de dégradation, de vol et de détournement. De la même façon, l'entrepreneur sera responsable de toute dégradation constatée sur le lieu de chantier.

Lors de la présence du Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur présent ou convoqué sera tenu de l'accompagner.

7 PREPARATION DE L'EXECUTION

Une période de préparation de 10 jours est prévue à compter de la notification du marché et préalablement à la délivrance de l'ordre de service de démarrage des travaux signé par le Maître d'ouvrage.

Durant cette période, l'entrepreneur, y compris ses sous-traitants, devra établir et présenter au visa du Maître d'ouvrage les documents d'exécution des travaux.

L'entrepreneur établira ou fera établir, s'il y a lieu, par les entrepreneurs spécialisés, tous dessins d'exécutions, détails, ainsi que toutes notes de calcul, notes explicatives et notes justificatives nécessaires à l'exécution de travaux.

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de 7 jours pour donner son accord ou formuler ses observations.

8 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution des travaux, hors période de préparation est de 3 mois.

Il débutera à la signature de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Ce délai pourra être modifié d'un commun accord, pendant la période de préparation durant laquelle sera établi un calendrier détaillé d'exécution des prestations.

9 RECEPTION DES TRAVAUX

Avant la demande de réception, l'Entreprise devra avoir pris ses dispositions pour effectuer des essais de fonctionnement des installations concernées par ce marché.

Les résultats devront être envoyés pour examen au Maître d'ouvrage 15 jours avant la date de réception retenue.

Liste des documents obligatoires pour la réception :

- Attestation de fonctionnement des installations,
- Dossier d'ouvrage exécuté comprenant :
 - Plans d'implantation du matériel
 - Mots de passes propriétaire (Caméras, switches, cloud Link, pc d'exploitation)
 - Attestations de formation des exploitants

Lorsque les procès-verbaux de réception font état de réserves, l'entrepreneur dispose d'un délai fixé au procès-verbal de réception pour reprendre les travaux concernés.

10 CONSTATATION DES DROITS A PAIEMENT

10.1 ETAT DE SITUATION

Les situations seront établies en deux exemplaires et remises au Maître d'ouvrage pour vérification, au plus tard à la date de levée de toutes les observations constatées par le maître d'ouvrage. L'avancement des travaux sera validé par le maître d'œuvre lors de la réunion de chantier précédent la remise des situations.

10.2 TRAVAUX MODIFICATIFS

Tous les travaux modifiant l'offre de base, feront l'objet d'une fiche modificative validée obligatoirement par le maître d'ouvrage.

10.3 AVANCE DE DEMARRAGE

Une avance de démarrage à hauteur de 10% du montant du marché HT peut être consentie à l'Entrepreneur qui doit en faire la demande, avant présentation de sa situation n°1, auprès du Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur aura au préalable complété l'acte d'engagement dans ce sens.

En contrepartie du versement de cette avance et en garantie de la bonne exécution du Marché, l'Entrepreneur s'engage à consentir au Maître d'Ouvrage une garantie de restitution d'avance, à hauteur du même montant, sous forme de garantie bancaire à première demande, émanant d'un établissement bancaire de premier rang. La garantie de restitution sera levée dès remboursement intégral de l'avance.

10.4 PAIEMENT - SOLDE

Le paiement du solde se fera dans les 10 jours après validation du décompte définitif amputé de la retenue de garantie constituée comme indiqué dans le CCTP et à l'article 9.5 du présent document.

Le paiement s'effectuera par le Maître d'ouvrage dans les conditions suivantes :

- Les situations seront réglées par Virement à 30 jours.
- Toute situation non parvenue dans les délais prescrits sera payée avec un décalage d'un mois

Les situations seront cumulatives, détaillées, numérotées et datées.

Aucun solde de paiement ne pourra être effectué tant que n'auront pas été fournis au Maître d'ouvrage les documents demandés dans le cadre du marché en lien avec le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et l'ensemble des pièces administratives demandées.

Il sera de même, préalablement vérifié que toutes les réserves exprimées ont bien été levées.

10.5 RETENUE DE GARANTIE

Elle correspond à 5% du montant HT des travaux.

Elle est consignée entre les mains du maître d'ouvrage.

A l'expiration du délai d'une année à compter de la date de réception, faite avec ou sans réserve, les retenues de garanties ou la caution seront versées à l'Entrepreneur.

10.6 INTERETS MORATOIRES

Après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, les retards de paiement ouvrent droit, pour l'entrepreneur, au paiement d'intérêts moratoires à un taux qui sera le taux d'intérêt légal.

11 ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils sont assurés.

Il devra être titulaire :

- D'une police de responsabilité décennale et risques annexes
- D'une police de responsabilité de droit commun.

Les garanties de polices devront être acquises pour toutes les qualifications de l'Entreprise et dans tous les cas, pour les travaux qui lui sont confiés quelles que soient les difficultés techniques de ceux-ci.

A cet effet, les Entrepreneurs seront tenus, pour obtenir leurs marchés, de fournir au Maître d'ouvrage avec indication des plafonds de garantie :

- Une attestation d'assurance avec mention "à jour dans le règlement des primes"
- Une police responsabilité civile Chef d'Entreprise couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités lui incombant aux termes des articles 1382 et 1386 du Code Civil, au titre des dommages de toute natures causés par un tiers.

Les différentes attestations en vigueur seront présentées à chaque demande du Maître d'ouvrage et elles seront également exigées pour toute modification du marché intervenant en cours de travaux.

Les règlements du Maître d'ouvrage à tout intervenant pourront être suspendus si celui-ci ne produit pas les justificatifs demandés.

12 RESILIATION

Le marché peut être résilié dans les conditions suivantes :

- Incapacité partielle ou totale de finalisation du chantier dans les délais définis lors de l'attribution du marché.
- 2 Relances par courriers recommandé avec accusé de réception.
- Non-respect délibéré des conditions d'exécution du marché.

13 GARANTIE DE FIN DE TRAVAUX

Les paiements des acomptes à valoir sur la valeur définitive des marchés de travaux seront amputés d'une retenue de garantie de 5% en vue de garantir contractuellement l'exécution des travaux et pour satisfaire, le cas échéant, les réserves faites à la réception par le Maître d'ouvrage.

Toutefois, faculté est laissée aux Entrepreneurs de fournir au Maître de l'ouvrage une caution émanant d'un établissement financier agréé, égale au montant de la retenue de garantie.

A l'expiration du délai d'une année à compter de la date de réception, faite avec ou sans réserve et constatée par un procès-verbal, la caution est libérée et les sommes consignées sont versées aux Entreprises, même en l'absence de main levée, si le Maître d'ouvrage ou son mandataire n'ont pas signifié à la caution ou au consignataire par lettre recommandée, leur opposition motivée par l'inexécution des obligations des Entrepreneurs.

La solution choisie par l'Entreprise (caution bancaire ou retenue de garantie) le sera jusqu'à la fin du chantier. Dans l'hypothèse d'une caution bancaire, celle-ci devra être portée à la connaissance du maître d'ouvrage avant la présentation de la première situation de travaux.

Fait à, le

Lu et approuvé
Le Maître d'Ouvrage

Lu et approuvé
L'Entrepreneur